Section de la manche

Déclaration liminaire au CTL du 16 avril 2021

Monsieur le Président,

La campagne IR qui démarre s'annonce sous très haute tension.

Dans un contexte de confinement qui ne dit pas son nom, nos services publics doivent rester ouverts, avec des agents le plus possible en télétravail, (5 jours sur 5 de façon quasi-impérative selon vos propres dires au dernier CTL).

Mais comment faire lorsque des années de suppressions d'emploi massives dans les SIP ont laissé les services exsangues !

Et comble du comble, l'administration, pas tout à fait inconsciente du manque d'effectif dans les SIP, qui avait prévue la prise en charge progressive des appels téléphoniques adressés aux SIP par les centres de contacts, fait volte-face en contraignant des agents des SIP à délester ces mêmes centres, eux-mêmes trop sollicités par le traitement des fonds de solidarité.

Pendant que nos collègues répondent aux usagers des autres départements, nos lignes téléphoniques locales sonnent dans le vide faute d'agents disponibles pour répondre, incitant les usagers à se déplacer dans nos services en désespoir de cause.

Ce sont donc des équipes en sous-effectif chronique, de surcroît en partie en télétravail ou en garde d'enfant, pour cause de crise sanitaire, qui doivent gérer des flux quotidiens d'usagers, des accueils sur rendez-vous, des rendez-vous téléphoniques, des e-contact, etc…

Les agents télétravailleurs ne peuvent pas télétravailler sans pénaliser leurs collègues présents dans les services qui doivent honorer l'accueil du public et le téléphone puisque les télétravailleurs ne peuvent pas être intégrés dans les groupements téléphoniques.

Les agents de la DGFIP ne sont pas des robots, mais des êtres humains avec des limites physiques et psychiques, qui ne tiendront vraisemblablement pas le temps de la campagne IR dans ces conditions dégradées.

Et que dire de l'accueil dans ce contexte sanitaire, où les usagers vont se rassembler devant les centres des finances publiques dans l'espoir d'être reçus comme auparavant, avec des plages horaires d'accueil ne correspondant pas aux nouvelles habitudes prises par les usagers. Que préconisez-vous en cas de rassemblement de plus de 6 personnes sur la voie publique ? On nous impose des jauges dans les espaces d'accueil ce qui implique des rassemblements à l'extérieur.

Que préconisez-vous en cas d'agressivité voire d'émeutes, comme ce fut le cas l'an dernier dans certaines directions ?

Que préconisez-vous pour éviter l'émergence de clusters, lorsque c'est le règne de la débrouille, pour la signalétique et les conditions matérielles de l'accueil ?

Êtes-vous conscient du risque de contamination que vous faites courir aux agents composant des petites (voire très petites) équipes qui prennent un maximum de risque au contact des usagers?

Savez-vous que par esprit de solidarité, et par crainte de voir craquer leur collègues, certains agents ne se voient pas rester chez eux et qu'ils ne supportent pas de savoir leur collègue seuls devant les usagers et prendre tous les risques. Qu'en est il de cette charge mentale, cette culpabilité déplacée vers les « derniers de cordée » ?

Qui porte la responsabilité de leur santé physique et mentale ?

Quand est -il du "tester, tracer, isoler" pour les agents de la DGFIP dans ce temps fort de notre administration ?

Cessons les incohérences !

Les taux de contamination, la tension dans les hôpitaux atteint des chiffres records , y compris dans notre département.

Il ne suffit pas d'applaudir les personnels soignants pendant que nous envisageons de recevoir plus de 100 personnes par jour dans nos centres des finances publiques avec les risques encourus par les agents et les contribuables qui se déplacent.

Pour toutes ces raisons, nous vous demandons de fermer les centres au public et d'adopter le même mode de fonctionnement que pendant le 1er confinement, au moins jusqu'au 2 mai 2021, et jusqu'aux prochaines annonces gouvernementales.